

Éditorial

Deux événements phares se sont déroulés au premier semestre 2018. Ce numéro 10 de la lettre d'information *Appui technique international* de l'Insee s'en fait l'écho.

Un séminaire de clôture du jumelage avec Statistiques Tunisie a été organisé en avril 2018 à Tunis. C'est l'occasion de dresser un bilan de ce projet dans un dossier spécial, comportant un article qui résume les principaux résultats obtenus, et des interviews de huit acteurs tunisiens, français et italiens, impliqués à des degrés divers dans le jumelage.

Par ailleurs, en marge de la Commission statistique de l'ONU à New York, l'Insee a co-animé un atelier sur les outils d'aide à la mise en œuvre des comptes nationaux, faisant la part belle à Eretes. Témoignage de la vitalité de ce dernier, l'atelier a réuni un public nombreux.

Cette lettre se termine comme à l'accoutumée par la liste des actions de coopération réalisées par l'Insee et les services statistiques ministériels français partenaires au cours du 1er semestre 2018.

Bonne lecture !

SOMMAIRE

Éditorial	1
Dossier spécial sur le jumelage tunisien	
Bilan du jumelage avec Statistiques Tunisie	2
Interview de Mouna Zgoulli, Statistiques Tunisie	3
Interview de Carla Saglietti, Insee	4
Interview de Tiziana Pelliciotti, Istat	5
Interview de Constance Torelli, Insee	5
Interview de Véronique Guihard, Insee	6
Interview de Benoît Hurpeau, Insee	6
Interview de Karim Zaari, Insee	7
Interview de Carlo Vaccari, Istat	7
L'outil de comptabilité nationale Eretes présenté lors de la Commission statistique des Nations unies	8
En bref – La coopération de l'Insee au 1 ^{er} semestre 2018	9
Sortie du numéro 112 de la revue Statéco	14



Séminaire de clôture du jumelage, Tunis (Tunisie). De gauche à droite : Anis MORAI, journaliste et présentateur à la radio nationale tunisienne et à Radio Tunis Chaîne Internationale ; Giorgio ALLEVA, président de l'Istat ; Hedi SAIDI, directeur général de Statistiques Tunisie ; Jean-Luc TAVERNIER, directeur général de l'Insee ; Vilija LAPENIENE, directrice générale de Statistiques Lituanie

Dossier spécial sur le jumelage tunisien

Le jumelage avec Statistiques Tunisie qui s'est achevé fin avril est le plus important projet de coopération internationale auquel l'Insee ait participé dans la dernière décennie.

C'est une opération complexe, mais structurante pour l'activité de coopération de l'Insee : complexe pour la recherche des experts et des partenaires, la mise en adéquation des besoins et des ressources, ainsi que la mise en œuvre des ac-

tivités prévues ; structurante, car les activités sont programmées dès le début du projet, ce qui permet aux experts de concilier leur activité professionnelle et leurs missions d'appui technique.

Ce jumelage a permis à notre institut de travailler dans la durée et en profondeur avec l'INS tunisien, partenaire de l'Insee depuis de nombreuses années. Cela a également été l'occasion de renforcer nos relations dans le champ de la coopéra-

tion internationale avec d'autres INS européens (Istat, l'INS italien, et l'INS lituanien).

Cela a été une expérience enrichissante pour tous, tant sur le plan professionnel que sur le plan personnel. Je remercie chaleureusement l'ensemble des personnes qui y ont contribué de part et d'autre de la Méditerranée.

► *Dominique FRANCOZ, cheffe du projet de jumelage côté Insee*

Bilan du jumelage avec Statistiques Tunisie

Le jumelage entre l'INS tunisien, l'Insee (France) et l'Istat (Italie) s'est terminé à la fin du mois d'avril avec l'organisation d'un séminaire de clôture à Tunis.

Ce jumelage d'une durée de 27 mois a occupé de nombreux experts français et italiens, mais aussi lituaniens.

161 missions et 14 visites ont été réalisées pour un total de près de 700 jours d'expertise (550 jours pour les missions et 150 jours pour les visites).

En nombre de jours, la France a contribué à 60 % des actions (missions et visites) [graphique 1].

L'objectif de ce jumelage était la modernisation de l'appareil statistique tunisien, avec trois enjeux :

- 1 - Renforcer la gouvernance du système statistique ;
- 2 - Améliorer la production statistique ;
- 3 - Assurer une meilleure communication et diffusion des données.

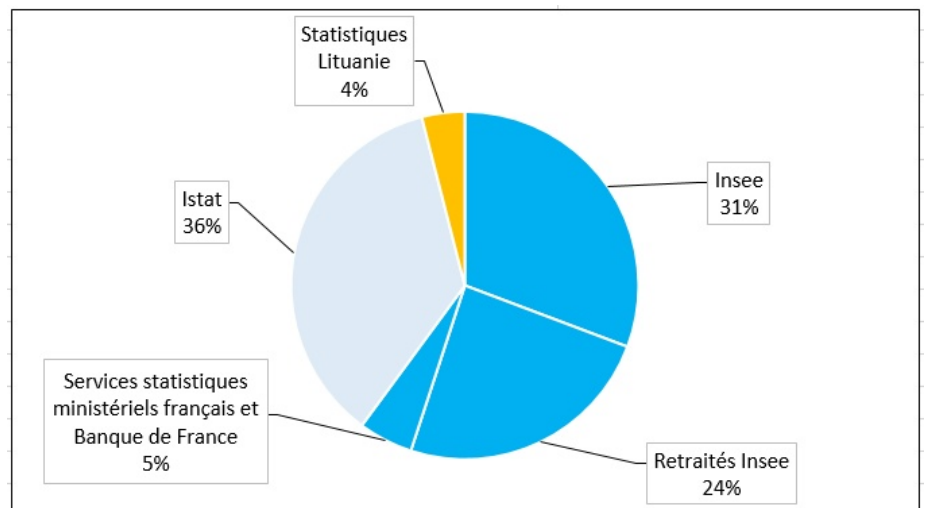
Les activités étaient réparties en cinq volets : A – Loi statistique, B – Modernisation de l'INS, C – Comptabilité nationale, D – Statistiques régionales, E – Diffusion-communication.

De nombreux résultats ont été atteints, notamment les suivants, particulièrement importants :

- Le projet de nouvelle loi statistique a été adopté par un comité interministériel en décembre 2017 et suit actuellement le processus législatif.
- Un nouvel organigramme de l'INS a été proposé. Il inclut une unité qualité et un centre de formation.
- Une nouvelle organisation des directions régionales a été testée dans quelques-uns des 24 gouvernorats.
- En matière de comptes nationaux, l'INS est bien avancé pour passer au système de comptabilité nationale (SCN) 2008 à l'occasion du changement d'année de base 2015-2016.
- Des PIB régionaux ont été calculés pour les 7 grandes régions pour l'année 2013.

- Le dispositif d'enquêtes statistiques a été adapté pour mieux prendre en compte l'activité du secteur informel dans les comptes nationaux.
- Un système de production des statistiques régionales a été validé et a commencé à être mis en place.
- L'INS est désormais formé à l'utilisation de la norme SDMX de diffusion des données et métadonnées.
- Les relations avec les utilisateurs ont été améliorées et un plan de communication a été adopté.
- Enfin, des moyens importants ont été déployés dans le domaine de la formation.

Graphique 1 – Nombre de jours d'expertise selon l'origine des experts



Certaines activités – qui n’ont pas pu être finalisées pendant le jumelage – feront l’objet de développements complémentaires dans le cadre des programmes bilatéraux de coopération de l’Insee et de l’Istat, mais aussi en bénéficiant d’un nouveau financement européen en train d’être mis en place pour la statistique. Les deux instituts coordonneront leurs activités.

► *Dominique FRANCOZ*

*Participants au séminaire de clôture.
Au micro : Pierre MULLER, Insee,
chef des volets Comptabilité nationale
et Statistiques régionales du jumelage*



Interview de Mouna Zgoulli, directrice centrale de l’Informatique, la Diffusion et la Coordination à Statistiques Tunisie et homologue de la conseillère résidente de jumelage

Quels étaient les objectifs de ce jumelage et ont-ils été atteints selon vous ?

Le jumelage européen « Modernisation de l’appareil statistique tunisien » a démarré en février 2016 et s’est achevé en avril 2018. Son objectif principal était de mettre en place un système statistique public plus cohérent et plus performant.

Ce projet a notamment permis de renforcer la gouvernance du système national de statistique (SNS) tunisien et de consolider le rôle de l’INS comme acteur principal du SNS. La production statistique a également été modernisée afin que, en bout de chaîne, les utilisateurs publics et privés aient un accès plus facile et plus régulier à l’information statistique. Enfin, la conformité de cette production avec les normes de qualité est désormais mieux garantie.

Le bilan du projet est donc satisfaisant et toutes les activités initialement prévues ont été finalisées. Le volume important de l’assistance technique réalisée témoigne d’ailleurs de l’ampleur du travail accompli : 161 missions représentant à elles toutes 550 jours-hommes d’expertise.



Mouna ZGOUILLI, Statistiques Tunisie

Pourriez-vous citer un ou deux exemples de changement majeur mis en place au sein de Statistiques Tunisie grâce à ce jumelage ?

Je pense en particulier à une expérimentation concernant sept directions régionales et mettant en œuvre une nouvelle organisation homogène entre elles, en trois pôles : gestion des collectes de données, gestion et administration des ressources, diffusion-communication. La création du nouveau pôle diffusion-communication traduit la volonté d’élargir le champ des mis-

sions confiées aux directions régionales à des activités tournées vers les partenaires et publics extérieurs.

Un plan de formation permettant de renforcer les capacités du personnel de ces directions régionales a également été élaboré.

Les cycles de formation réalisés portaient principalement sur le cadre institutionnel et les statistiques descriptives (750 personnes formées dans les deux cas). D’autres formations ont pour thème les principaux indicateurs diffusés par l’INS et les processus de production associés, la communication des enquêteurs avec les ménages et les entreprises, la pédagogie, les différents types de management, ainsi que les droits et devoirs des statisticiens.

Ce projet de jumelage a créé une dynamique au sein de l’INS : les travaux ont été menés par des groupes de projet qui ont regroupé des cadres de différents départements avec des profils variés ; cela a permis d’enrichir leurs expériences et d’améliorer la collaboration entre les services.

► *Propos recueillis par Serge DARRINÉ*

Interview de Carla Saglietti, conseillère résidente du jumelage (CRJ) en Tunisie

Selon vous, en quoi le fait de travailler simultanément avec deux INS, l'Insee et l'Istat, a-t-il été enrichissant pour Statistiques Tunisie ?

La collaboration entre l'Istat et l'Insee a été à la fois complémentaire et harmonieuse. La répartition des activités s'est faite au moment de l'élaboration du contrat, en fonction des domaines dans lesquels chaque institut avait *a priori* un avantage comparatif : loi statistique et qualité, comptabilité nationale, développement des statistiques régionales et ingénierie de la formation pour l'Insee, système d'information intégré et normes d'échanges internationales pour l'Istat.

Toutefois, au cours du jumelage, cette répartition a été adaptée avec souplesse à la disponibilité des experts. Ainsi, en matière de comptabilité nationale, l'Insee n'a pu envoyer d'expert des comptes trimestriels, c'est donc deux experts de l'Istat qui sont intervenus en collaboration et sous le contrôle de Pierre Muller, responsable du volet.

Le fait que les deux chefs de projet, Dominique Francoz côté Insee et Tiziana Pelliciotti côté Istat, se connaissent bien, a joué en faveur d'une communication et d'une coopération très fluides entre les deux instituts. Cette collaboration a permis à l'INS tunisien d'observer des approches différentes, lui



Carla SAGLIETTI, Insee

permettant un choix éclairé entre plusieurs méthodes.

En revanche, dans un pays francophone comme la Tunisie, l'utilisation de l'anglais comme langue de travail dans les activités assurées par l'Istat a quelquefois engendré une difficulté supplémentaire pour la compréhension de certains points complexes.

Qu'avez-vous le plus aimé dans ce travail de CRJ et en quoi était-ce différent de vos postes précédents ?

J'ai particulièrement apprécié l'accueil très chaleureux de mes collègues tunisiens et j'ai été très heureuse de constater en fin de ju-

melage que la quasi-totalité des objectifs avaient été atteints, grâce à l'implication conjuguée des experts européens et de tout le personnel de l'INS.

Le travail de CRJ est très différent de tous les postes que j'ai occupés au cours de ma vie professionnelle à l'Insee : même si la culture de l'INS est très proche de celle de l'Insee, c'est un poste où on se trouve administrativement isolé au quotidien.

Une autre spécificité du CRJ réside dans le fait qu'il faut ajuster en permanence le contenu des missions et formations aux besoins du pays bénéficiaire, ce qui implique de bien comprendre le fonctionnement de l'INS. Au bout de quelques mois, je me suis sentie totalement intégrée au collectif de travail tunisien et capable d'assurer ce lien.

En particulier, il m'est revenu de faire comprendre aux experts européens qu'il était parfois difficile de faire avancer les travaux entre deux missions parce que les moyens de l'INS sont limités au regard des normes européennes et que les collègues tunisiens devaient, en plus de la charge générée par le jumelage, assurer le suivi de leur travail quotidien.

► *Propos recueillis par Serge DARRINÉ*

Interview de Tiziana Pelliciotti, chef de projet du jumelage tunisien à Istat

Pourriez-vous citer un exemple d'appui technique, apporté par Istat à Statistiques Tunisie, qui vous semble particulièrement réussi ?

Je pense que ce jumelage au profit de l'INS tunisien, réalisé en partenariat avec l'Insee, a produit de nombreux résultats pertinents, grâce au fort engagement du personnel de ces trois institutions.

Il est donc difficile de distinguer un résultat au détriment des autres.

Concernant les activités dont l'Istat était directement en charge, on peut toutefois mentionner l'introduction des standards et outils d'échanges de données et de métadonnées statistiques (SDMX) [voir à ce sujet l'interview de Carlo Vaccari p. 7].



Tiziana PELLICIOTTI, Istat

Outre Statistique Tunisie, ont été impliqués dans ce projet d'échanges de données les ministères tunisiens de l'Éducation, de la Culture, des Transports et de l'Industrie, ainsi que la Banque de Tunisie.

L'objectif à moyen terme est de lancer des projets pilotes de collecte de macrodonnées. Avec la Banque de Tunisie en particulier, l'INS prévoit de travailler conjointement à la mise en place de la norme de diffusion SDDS+ du Fonds monétaire international.

Ce travail considérable a pu être réalisé grâce à l'investissement des collègues tunisiens et à la solide expérience d'Istat dans ce domaine.

L'exercice était intéressant car il touchait à différents aspects de l'organisation de Statistiques Tunisie : cela a permis par exemple de renforcer les capacités de ses agents, grâce à des sessions de formation théorique et à des formations sur le tas, aussi bien pour les statisticiens que pour les informaticiens.

C'était aussi l'occasion de renforcer le dialogue et la coopération avec les autres producteurs de statistiques. Enfin, il s'agissait d'une première expérience pilote à notre connaissance sur le continent africain, si bien que la Tunisie est désormais très avancée en matière d'échange de données statistiques et qu'elle peut être considérée comme une référence.

► *Propos recueillis par Serge DARRINÉ*

Interview de Constance Torelli, experte en mesure du secteur informel

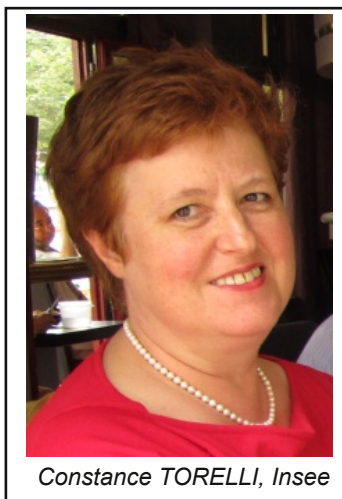
Vous avez réalisé plusieurs missions dans le cadre de ce jumelage tunisien : sur quoi portaient-elles et quel était leur objectif ?

L'objectif de mes missions était d'aider Statistiques Tunisie à améliorer la mesure du secteur informel, ambition qui couvre plusieurs aspects, de nature aussi bien statistique, méthodologique que conceptuelle.

Au sein de l'INS, la mesure du secteur informel est utile aux comptes nationaux, notamment dans le cadre du changement de base à venir ; elle intéresse aussi les statisticiens réalisant des enquêtes auprès des ménages (comme l'enquête Emploi) et auprès des entreprises (comme l'enquête Micro-entreprises).

Le diagnostic établi a mis en évidence le fait que l'INS mesurait le poids du secteur informel dans l'économie tunisienne de manière partielle.

D'une part, certaines unités de production, parce qu'elles sont inconnues de l'administration fiscale, sont absentes du répertoire national d'entreprises et exclues, de ce fait, du champ de l'enquête quinquennale réalisée par Statistiques Tunisie auprès des micro-entreprises. Cette enquête n'identifie ainsi qu'une partie du secteur informel : les entreprises qui, tout en faisant



Constance TORELLI, Insee

partie de ce secteur, sont néanmoins enregistrées auprès des services fiscaux.

D'autre part, l'enquête Emploi, dont on aimerait qu'elle mesure le secteur informel du côté des ménages, ne le permettait pas : son questionnaire se contentait en effet de distinguer les salariés des non-salariés.

Le dispositif proposé, et dont la mise en œuvre par l'INS a commencé, est inspiré de la méthodologie des enquêtes 1-2-3, conçue par l'Institut de recherche pour le développement (IRD-DIAL) au début des années 1990 et qui a fait ses preuves sur différents continents (Afrique, Asie, Amérique latine).

Le principe repose sur une approche mixte, portant à la fois sur

les ménages et les entreprises, afin d'identifier les unités de production qui échappent à l'appareil statistique, en raison de leur absence dans les répertoires administratifs ou d'une absence de comptabilité. On mesure ensuite, de manière détaillée, l'activité de ces unités de production à l'aide d'une enquête spécifique.

La méthodologie proposée et adoptée par l'INS s'est articulée ainsi :

(1) l'adoption d'une définition du secteur informel selon les spécificités tunisiennes (encadré) ;

Encadré : définition du secteur informel selon Statistiques Tunisie

Le secteur informel « est constitué des unités économiques, quels que soient leur statut (employeur, indépendant, compte propre...) et leur type d'activité (y compris l'agriculture), qui produisent des biens et services pour le marché et ne disposant, de fait ou de droit, d'aucune comptabilité complète. Ces unités seront considérées dans les comptes nationaux comme des entreprises individuelles du secteur des ménages ». Cette définition suit les recommandations internationales faites sur le secteur informel dans le cadre du système de comptabilité nationale (SCN) 2008.

(2) la modification du questionnaire de l'enquête Emploi afin d'identifier les unités de production informelles ;

(3) l'avancement du calendrier de l'enquête micro-entreprises 2017 pour disposer des données portant sur l'année 2016 ;

(4) l'élaboration d'une synthèse « emplois-productions » pour estimer la productivité du travail informel.

Quels résultats avez-vous obtenus ?

L'introduction dans le questionnaire de l'enquête Emploi de nouveaux critères (enregistrement auprès des services fiscaux et tenue d'une comptabilité) a permis de réaliser des progrès significatifs dans la compréhension de la mesure de l'informel. Il faut consolider ces données avec les prochaines éditions de cette enquête pour avoir un suivi régulier de la problématique. Par ailleurs, l'INS s'apprête à réaliser en 2018 une enquête Micro-entreprises auprès des unités de production informelles identifiées dans l'enquête Emploi.

Pour conforter ces résultats issus de l'ensemble du dispositif amélioré, l'INS procède actuellement, sur ma proposition, à l'intégration de ces données dans un processus de synthèse « emplois-productions », présentée sous forme de matrice des emplois par secteur institutionnel. Cet outil permettra aux comptables nationaux d'estimer la productivité du travail dans le secteur informel.

► *Propos recueillis par Serge DARRINÉ*

Interview de Véronique Guihard, experte formation

Quel était l'objet de votre coopération avec Statistiques Tunisie ?

Statistiques Tunisie souhaitait mettre l'accent sur la formation, thème mentionné dans deux volets du jumelage : la modernisation de l'institut et le développement des statistiques régionales.

Il est vite apparu que les deux préoccupations étaient liées et une démarche par étapes a été proposée : créer rapidement une petite équipe dédiée à la formation, l'amener à l'autonomie sur l'ingénierie de formation et, finalement, établir une feuille de route en vue de la création d'un centre de formation plus ambitieux.

Quels sont selon vous les principaux résultats obtenus ?

Concrètement, le plan de formation 2017 a été construit, mis en œuvre et évalué.



Véronique GUIHARD, Insee

Un volume de formation important a été assuré par les experts du jumelage, portant par exemple sur le management, la pédagogie pour adultes et la conception d'une formation. Deux modules, très appréciés en région, ont été construits avec le personnel tunisien sur la conduite des entretiens dans le cadre des enquêtes ménages et des enquêtes auprès des entreprises.

Au-delà, notre groupe d'experts¹ a eu le souci de convaincre nos collègues tunisiens que le dispositif de la formation devait s'appuyer sur une équipe, à l'écoute des maîtres d'ouvrage, des formateurs et des stagiaires.

► *Propos recueillis par Serge DARRINÉ*

1 - Outre Véronique GUIHARD : Sylvain NARDON, Marie-France TAJAN, Xavier HELFENSTEIN et Guillaume TECHER.

Interview de Benoît Hurpeau, expert en comptes régionaux

Quel était l'objet de votre coopération avec Statistiques Tunisie ?

Au sein du volet sur la révision du système de comptabilité nationale tunisien, j'avais en charge l'élaboration des produits intérieurs bruts pour les sept grandes régions tunisiennes.

Comparer les différences de développement entre régions est un enjeu majeur dans la mise en œuvre de politiques publiques efficaces au niveau local.

De plus, cet indicateur est très attendu par les différentes institutions tunisiennes.



Benoît HURPEAU, Insee

Quels sont selon vous les principaux résultats obtenus ?

Le principal résultat est que, grâce aux deux experts locaux, Karim Salah et Samia Khdaouria, nous avons abouti et les résultats sont en voie de publication !

La première difficulté était de trouver l'information... une gageure, car les données, au niveau infra-national en Tunisie, sont assez peu nombreuses, le système statistique tunisien n'étant pas aussi structuré que celui de l'Insee.

Même si l'élaboration théorique

était assez simple, le passage à la pratique s'est révélé être un travail de fourmi pour les deux personnes de l'INS en charge de ce projet. Je tiens encore à saluer leur travail, d'une grande qualité.

► *Propos recueillis par Serge DARRINÉ*

Interview de Karim Zaari, expert en qualité

En quoi a consisté votre mission et que vous a-t-elle apporté ?

L'objectif de ma mission était de former des statisticiens tunisiens au Modèle générique du processus de production statistique, plus connu sous son sigle anglais, GSBPM (pour Generic Statistical Business Process Model). Ce modèle international permet de décrire un processus de production statistique, quel qu'en soit le domaine.

La gestion du répertoire national des entreprises tunisiennes a été choisie comme exemple pour illustrer le propos. Au-delà de la description de processus, un travail a été réalisé avec les stagiaires sur l'analyse des risques de la gestion

de ce répertoire et sur la cartographie des processus de l'institut.



On entend par cartographie des processus une modélisation de l'ensemble des processus d'une organisation, donnant une vue d'ensemble et permettant de piloter un organisme selon des orientations stratégiques (comme les orientations Insee 2025, pour notre institut).

Je retiens de cette expérience, d'une part, l'excellente organisation qui m'a permis de réaliser cette mission dans de bonnes conditions et, d'autre part, l'implication des collègues tunisiens qui a permis de produire des livrables de qualité.

► *Propos recueillis par Serge DARRINÉ*

Interview de Carlo Vaccari, expert en nouvelles technologies à l'Istat

En quoi ont consisté vos missions et que vous ont-elles apporté ?

Mes missions à l'INS de Tunis portaient sur la mise en place d'une architecture informatique conforme aux normes internationales, à utiliser pour toutes les enquêtes statistiques. Cette nouvelle architecture a d'abord été testée, avec des collègues tunisiens, dans le domaine du commerce extérieur.

Nous avons travaillé sur cette nouvelle architecture avec quatre experts italiens provenant de différents départements d'Istat (informatique, méthodologie et commerce extérieur). Nous avons ensuite finalisé l'expression des besoins pour ce nouveau système au cours d'une visite d'étude effectuée à Rome par des collègues tunisiens.



Les normes internationales peuvent aider les INS à résoudre ces problèmes.

Cette expérience avec mes collègues et amis tunisiens a été l'occasion d'améliorer mes connaissances en la matière et de revenir en Italie avec le sentiment d'avoir enrichi mon expérience avec un cas réutilisable.

► *Propos recueillis par Serge DARRINÉ*

Les principaux problèmes que nous avons rencontrés pour mener à bien ce projet sont similaires à ceux qui se posent dans la plupart des INS : choix des nomenclatures à utiliser, sélection et développement d'outils informatiques adaptés, définition des données agrégées à publier et protocoles à utiliser pour leur diffusion aux parties prenantes et utilisateurs finaux.

L'outil de comptabilité nationale Eretes présenté lors de la Commission statistique des Nations unies

Plusieurs représentants de l'Insee ont participé à la 49^e session annuelle de la Commission statistique des Nations unies, à New York (États-Unis), du 6 au 9 mars 2018.

En marge de cette session, la division Appui technique international de l'Insee a organisé un événement (*side event* en anglais), en collaboration avec Eurostat et Afristat, sur les outils de comptabilité nationale en se centrant sur Eretes².

Cet événement était présidé par Eurostat, avec des présentations par des représentants du Pérou, du Sénégal, d'Afristat et de l'Insee sur la mise en place de l'outil, son suivi et son évolution future.

La séance a été un succès, tant par le nombre de personnes dans l'assistance (une cinquantaine) que par la richesse des débats qui ont suivi les présentations. Les questions ont porté sur les caractéristiques et les modalités de mise en œuvre de ces outils de comptabilité nationale : comment se faire accompagner dans leur utilisation et quelles formations sont proposées ? Comment est assuré le suivi de ces outils au fur et à mesure qu'ils évoluent ? De quelle manière ces outils prennent-ils en compte de nouveaux besoins, tels que les comptes trimestriels et les comptes de patrimoine ?

Intervenants et participants ont également évoqué l'investissement que représente l'utilisation de ce



Assemblée plénière de la 49^e session de la Commission statistique des Nations unies – New York (États-Unis)

type d'outil – et notamment les formations requises –, ainsi que le temps nécessaire pour élaborer les comptes d'une année de base³ et ceux des années postérieures, appelées années courantes⁴.

Des délégués de quinze pays ont participé à cet événement : Angola, Brésil, Cameroun, Cap Vert, Côte d'Ivoire, Croatie, Égypte, Gabon, Guyana, Hongrie, Maroc, Ouganda, Pérou, Portugal et Sénégal.

Dix institutions étaient également représentées : Afristat, Banque africaine de développement (BAD), Banque du Japon, Centre de formation statistique pour l'Afrique de l'Est (EASTC), Centre statistique

de Dubaï, Centre statistique du Conseil de coopération pour les pays arabes du Golfe (GCC Stat), Commission économique des Nations unies pour l'Afrique (UNECA), Commission économique et monétaire d'Afrique centrale (CEMAC), Commission statistique des Nations unies, Fonds monétaire international (FMI).

Du point de vue des animateurs, l'intérêt porté à Eretes lors de cet événement ouvre des perspectives d'une extension de son utilisation à de nouveaux utilisateurs.

► Jean-Samy AZIZ

2 - Les deux autres outils brièvement évoqués lors de cet événement sont SNAPC (System of National Accounts on a Personal Computer) et NADABAS (National Accounts Database System).

3 - La première étape dans l'élaboration des comptes nationaux est la construction de l'« année de base ». Pour cette année-là, on établit les comptes de chaque branche et de chaque secteur institutionnel. Cela requiert la mobilisation de toutes les sources disponibles et la mise en place d'importants moyens d'investigation (recensements de diverses natures, enquêtes spéciales...). Cela nécessite aussi un travail méthodologique conséquent car il faut décider, pour chaque notion comptable, comment elle sera délimitée et évaluée.

4 - Contrairement aux comptes de l'année de base, qui sont élaborés « en niveau », ceux des années courantes sont élaborés en évolution (taux de variation par rapport à l'année précédente) ; ils sont toutefois publiés en niveau.

En bref – La coopération de l'Insee au 1er semestre 2018

Maghreb et bassin méditerranéen

Tunisie

Au cours du premier semestre 2018, Statistiques Tunisie a bénéficié de vingt actions de coopération de la part de l'Insee (19 missions d'experts à Tunis et 1 visite d'étude en France). Ces actions ont été organisées dans le cadre d'un jumelage (cf. dossier de ce même numéro), qui s'est achevé par un séminaire de clôture fin avril, auquel ont participé le directeur général Jean-Luc Tavernier et plusieurs agents de l'Insee.



Séminaire de clôture du jumelage – Tunis (Tunisie). Intervention de Jean-Luc TAVERNIER, directeur général de l'Insee

Maroc

En mars, deux experts de l'Insee ont participé à un atelier sur les statistiques régionales organisé à Tanger par le Fonds des Nations unies pour la population. L'objectif de cet atelier était de définir les besoins régionaux et de mener les premières réflexions sur la mise en place d'une base de données régionale.

En juin, des agents du Haut-Commissariat au plan du Maroc ont participé aux 13^{es} Journées de

méthodologie statistique, organisées à Paris par l'Insee. Leurs présentations portaient sur les séries temporelles et l'analyse des données.



Algérie

En février, une visite d'étude d'une délégation algérienne a été organisée à l'Insee sur les enquêtes communautaires sur l'innovation et le dispositif SINE (Système d'information sur les nouvelles entreprises), dans le cadre d'un jumelage européen au bénéfice du ministère algérien de l'industrie.

Israël

L'Insee participe ponctuellement à un jumelage européen piloté par l'INS danois au profit de l'Office

central des statistiques d'Israël.

La partie sur laquelle intervient l'Insee concerne l'échantillonnage, la mise en place et la gestion des enquêtes ménages sur le terrain, la gestion des enquêteurs et de leur charge de travail.

Deux actions ont été réalisées, une mission de deux experts de l'Insee à Jérusalem et une visite d'étude d'une délégation israélienne à Paris et Rouen.

Liban

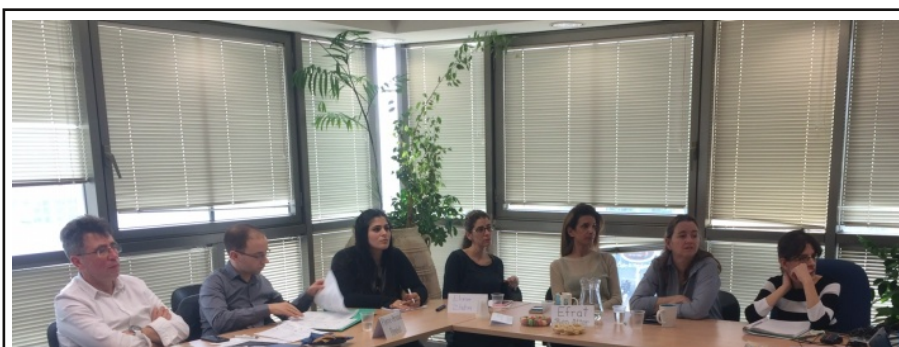
En février, un expert retraité de l'Insee a réalisé une mission d'appui technique à Beyrouth au bénéfice du ministère libanais de l'Industrie, en vue de la mise en place d'un recensement des entreprises. Cette action est intervenue sur financement européen ponctuel (TAIEX).

Medstat IV

Deux actions se sont déroulées en mars dans le cadre du programme Medstat IV.

Un expert de l'Insee a effectué une mission d'appui technique pour le Haut-Commissariat au plan du Maroc, à Rabat, dans le domaine de la formation continue.

Un autre expert de l'Institut a participé à un atelier sur les répertoires d'entreprise à Bucarest (Roumanie) réunissant les spécialistes des répertoires d'entreprises des pays de la Méditerranée.



De gauche à droite : Georges BOURDALLÉ, expert de l'Insee en outils de collecte pour les enquêtes auprès des ménages, Pierre-Arnaud PENDOLI, expert de l'Insee en méthodologie d'échantillonnage, et des collègues de l'INS israélien – Jérusalem (Israël)

Afrique sub-saharienne

Pays de la CEMAC

Un séminaire de conjoncture, organisé par Afristat et la Commission économique et monétaire pour l'Afrique centrale (Cemac), s'est tenu en mars 2018 à Douala (Cameroun) pour les pays de cette zone.

Il portait sur l'utilisation des indicateurs conjoncturels et des comptes nationaux trimestriels dans les prévisions macroéconomiques.

Un expert de l'Insee a présenté à cette occasion les nouveaux indicateurs conjoncturels européens et leur utilisation dans la note de conjoncture.

BCEAO

En mai 2018, deux experts de l'Insee ont animé une formation sur les traitements liés à la confidentialité des données au siège de la Banque centrale des États d'Afrique de l'Ouest (BCEAO), à Dakar (Sénégal).

Cette mission s'inscrit dans le cadre de la convention de coopération en cours entre la BCEAO et l'Insee.

Afristat

Deux experts de l'Insee ont participé, en janvier 2018, à la première réunion du groupe de travail régional mis en place dans le cadre d'un projet d'appui au suivi des Objectifs de développement durable (Sodda), à Dakar (Sénégal).

Les membres de ce groupe de travail sont des représentants d'Afristat, des instituts nationaux de statistique des États membres, des écoles de statistique africaines, d'Expertise France et de l'Insee.

La réunion du groupe de travail régional a été suivie d'un atelier de réflexion sur la mise en place dans les écoles de statistique africaines d'une journée de sensibilisation aux ODD.

Un atelier sur les techniques de correction des données (variations



Participants au séminaire de conjoncture Afristat-Cemac de mars 2018 – Douala (Cameroun), dont Alain GALLAIS (5e en partant de la gauche), expert de l'Insee en comptes nationaux et indicateurs conjoncturels

saisonniers, effet des jours ouvrables, etc.), appliquées aux séries temporelles mensuelles et trimestrielles, a été organisé en avril 2018 à Abidjan (Côte d'Ivoire).

Un expert de l'Insee animait la formation, qui alternait exposés théoriques et travaux pratiques.

Cet atelier était organisé dans le cadre du renforcement des capacités des enseignants des écoles de statistique africaines et des experts d'Afristat.

Bénin

En juin, une experte de l'Insee a participé à une mission de revue par les pairs à l'Institut national de la statistique et de l'analyse économique (INSAE) à Cotonou (Bénin).



L'équipe de la revue par les pairs - Cotonou (Bénin). De gauche à droite : Gildas NZINGOULA, Union africaine ; Dominique FRANCOZ, Insee ; Oumarou SOULE, Afristat ; Babacar NDIR, directeur général de l'INS du Sénégal ; Ivan MURENZI, directeur général adjoint de l'INS du Rwanda

Cette mission a consisté à évaluer le système statistique béninois à la lumière des recommandations internationales en matière de gouvernance, d'organisation et de qualité et à proposer une feuille de route dans la perspective de rapprocher le système national statistique du Bénin des standards internationaux.

Les deux pairs étaient Babacar NDIR, directeur général de l'Agence nationale de la statistique et de la démographie du Sénégal, et Ivan MURENZI, directeur général de l'INS du Rwanda. Participaient également des représentants de la division statistique de l'Union africaine, de la Commission économique pour l'Afrique des Nations unies, et d'Afristat. Cette revue s'inscrit dans le cadre du Programme panafricain statistique.

Amérique du Sud

Pérou

Un expert de l'Insee a participé à la 4^e Conférence internationale sur les statistiques de gouvernance, crime et justice, en juin 2018 à Lima (Pérou).

Les indicateurs évoqués lors de cet événement font tous partie de l'objectif de développement durable n° 16, intitulé « Paix, justice et institutions efficaces ».

Cette conférence était co-organisée par l'Office des Nations unies contre la drogue et le crime (ONUDC) et les instituts nationaux de statistique du Pérou et du Mexique.



Conférence internationale sur les statistiques de gouvernance, crime et justice – Lima (Pérou)

Les échanges ont notamment porté sur le recours aux données massives pour analyser de nouveaux types de données disponibles sur le web, par exemple le descriptif précis des appels d'offre publics dans les pays de l'Union européenne ; l'utilisation de ce type de données ouvre des perspectives prometteuses pour étudier des thématiques sensibles et encore peu couvertes par les dispositifs statistiques classiques, telles que la corruption de haut niveau.

Les échanges ont également porté sur l'articulation entre les enquêtes ménages et le recours à des enquêtes web auprès de populations cibles, domaine dans lequel la France a pu confronter son expérience à celles développées par plusieurs pays du continent américain autour de la mesure des quantités de drogues illicites consommées.

Europe et Asie

BALKANS

Toutes les missions dans les Balkans (sauf celle réalisée en Bosnie-Herzégovine) se sont inscrites dans le cadre du programme d'assistance "Instrument d'aide de pré-adhésion" (IPA) 2013 ou 2015.

Croatie

En juin, une délégation croate a

réalisé une visite d'étude à l'Insee sur le thème de la production et de la diffusion des indices conjoncturels d'entreprises.



Délégation de l'INS croate en visite d'étude à l'Insee, Montrouge (France).

De gauche à droite : Gordana HOCURCAK, cheffe du département du Développement logiciel et de la diffusion des données, Ivana ZOROJA, cheffe du département des statistiques de l'industrie, de l'énergie et des nouvelles technologies, et Jasna PUGAR, responsable du projet d'assistance technique sur les statistiques d'entreprises ; en

compagnie de deux experts de l'Insee : Joëlle LÉOST, spécialiste en norme SDMX, et Guillaume JARDILLIER, informaticien spécialiste de cette norme

Serbie

En avril, un expert de l'Insee a réalisé une mission à Belgrade en vue d'apporter un appui technique à l'INS serbe en matière de comptabilité nationale.

Il s'agissait de préparer les comptes nationaux serbes pour l'année 2016, dans la continuité des travaux réalisés pour les années 2014 et 2015, dans le cadre du contrat de services sur financement européen qui s'est achevé en décembre 2017.

Kosovo

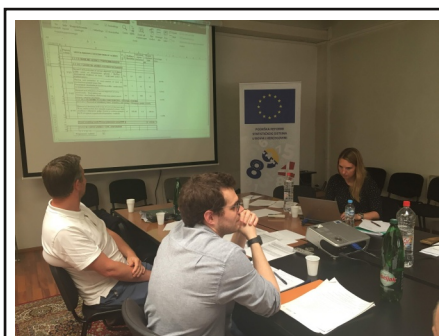
En février, un expert de l'Insee a réalisé une mission à Pristina dans le domaine des comptes nationaux, dont l'objectif principal était d'élaborer un tableau ressources-emplois.

Macédoine du Nord

En juin, un expert de l'Insee a réalisé une mission à Skopje dans le domaine des répertoires et des statistiques structurelles d'entreprises.

Bosnie-Herzégovine

En juin, un expert de l'Insee a réalisé une mission à Sarajevo sur le thème des indices des prix de production dans la construction. Cette mission entre dans le cadre de l'actuel jumelage sur financement européen au profit du système statistique bosnien piloté par Statistiques Danemark.



Trois experts en indices de prix de production dans la construction : près de l'écran, Martin AUSKER et Janni STAVAD, Statistiques Danemark, et au premier plan, Julien LOQUET, Insee – Sarajevo (Bosnie-Herzégovine)

ASIE OCCIDENTALE

Turquie

En mars, l'Insee a reçu une délégation turque en visite d'étude sur le thème de la gestion du fichier électoral.

Une autre visite a eu lieu en juin, sur le thème des répertoires d'entreprises et du profilage.

Dans l'intervalle, deux missions d'experts français ont eu lieu à Ankara : en mars, un expert de l'Insee a apporté un appui technique à Türkstat en matière d'indices des prix de production dans les services ; en mai, c'est un expert retraité du ministère de l'Éducation nationale qui a aidé l'INS turc à améliorer ses comptes de l'éducation. La première de ces quatre actions était sur financement européen TAIEX, les trois autres sur financement IPA2015.

Géorgie

En mars, l'Insee a reçu en visite d'étude une délégation géorgienne de haut niveau sur le thème des objectifs de développement durable.



Claire PLATEAU (au fond), experte de l'Insee en ODD, et la délégation géorgienne

ASIE ORIENTALE

Chine

Dans le cadre du renouveau de la coopération entre l'Insee et le Bureau national de la statistique de Chine, une délégation chinoise est venue en visite d'étude à l'Insee en avril sur le thème de l'analyse, la conjoncture et la prévision économiques.



Délégation de l'INS chinois en visite d'étude à l'Insee – Montrouge (France). De gauche à droite : LIU Aihua, directrice générale adjointe du département des statistiques générales ; FU Linghui, chef de la division de l'analyse thématique ; HU Pengfei, chargée de programme au département de la coopération internationale ; LIU Tian, administratrice de programme au sein de la division de la surveillance macroéconomique ; Keli ZHANG, interprète franco-chinois



Délégation taïwanaise en visite d'étude à l'Insee, Montrouge (France). De gauche à droite : LIN Wei-Yi, interprète franco-taïwanaise, CHEN Chih-Hao, secrétaire du service d'immigration du Bureau de représentation de Taipei en France (BRTF), TSAI Fang-Fei, du service consulaire du BRTF, HU Zhe-Hsing, secrétaire de Mme CHANG, CHANG Wan-I, directrice du département de l'Enregistrement des ménages au ministère de l'Intérieur taïwanais ; en compagnie de Valérie ROUX, cheffe du département de la démographie de l'Insee, Isabelle ROBERT-BOBÉE, cheffe de la division Enquêtes et études démographiques, et Sylvain PAPON, chargé d'études au sein de cette division

Taïwan

En juin, l'Insee a reçu une délégation taïwanaise sur le thème des statistiques démographiques et d'état civil.

Corée du Sud

En juin, l'Insee a reçu une délégation de l'INS de Corée du Sud sur le thème de l'enquête sur les revenus et conditions de vie des ménages dite SRCV (SILC en anglais).



Délégation sud-coréenne en visite d'étude à l'Insee, Montrouge (France). De gauche à droite : JEON Young-Su, sous-directeur au bureau des Statistiques démographiques et sociales de l'INS coréen, IM Jongho, professeur adjoint à l'université coréenne Yonsei, KIM Seo-young, directrice adjointe du bureau des Statistiques démographiques et sociales de l'INS coréen, et HONG Kyung Hee, sous-directrice au sein de ce même bureau ; en compagnie de Lucie CALVET et Pierre LAMARCHE, experts de l'Insee sur l'enquête statistique sur les ressources et conditions de vie (SRCV)

ASIE DU SUD-EST

Viêt Nam

En janvier, un expert de l'Insee s'est rendu en mission à Hanoï pour apporter un appui technique aux douanes vietnamiennes dans le domaine de la correction des variations saisonnières, dans le cadre du programme sur financement européen Compass.

Outil Eretes

APPUI TECHNIQUE

Algérie

En avril, un expert de l'Insee a réalisé une mission d'appui technique auprès de l'Office national des statistiques, à Alger, sur l'information à mobiliser pour les comptes des administrations publiques dans le cadre d'Eretes.

Palestine

En avril, un expert de l'Insee en comptabilité nationale a réalisé une mission d'appui technique auprès du Bureau central des statistiques de Palestine pour la mise en place de l'outil Eretes. La mission visait à élaborer les comptes de l'année 2013 et à préparer une nouvelle année de base qui sera entièrement réalisée avec l'outil Eretes.

Guinée équatoriale

L'équipe des comptables nationaux de l'INS équato-guinéen a suivi une formation à l'outil Eretes à Malabo (Guinée équatoriale), en mai, animée par une experte de l'Insee en comptabilité nationale.

RÉUNIONS INTERNATIONALES

La Commission économique pour l'Afrique a organisé en février 2018 à Addis-Abeba (Éthiopie) un atelier de comptabilité nationale sur l'éla-



Hien PHAM (4^e en partant de la gauche), expert de l'Insee en traitement des séries temporelles, entouré de collègues vietnamiens du ministère des Finances (direction des Douanes et direction de la Prévision) et de l'INS (GSO - General Statistics Office)

boration et l'utilisation des tableaux des ressources et emplois (TRE) en Afrique.

Un expert de l'Insee y a participé et

a présenté le système Eretes, notamment les apports de l'outil pour l'élaboration des TRE. Eretes est actuellement utilisé dans une vingtaine de pays du continent africain.



*Participants à l'atelier de comptabilité nationale - Addis-Abeba (Éthiopie).
Deuxième en partant de la gauche : Jean-Samy AZIZ, expert de l'Insee en outil Eretes*

Sortie du numéro 112 de la revue Statéco

Le numéro 112 de la revue Statéco vient de paraître.

Les six articles proposés, centrés sur l'Afrique, abordent principalement les questions d'inégalités, notamment au Cameroun dans le domaine de la santé et de l'emploi.

Une étude sur la vulnérabilité des ménages ruraux à Madagascar est également proposée, décrivant un dispositif original mis en place depuis 1995.

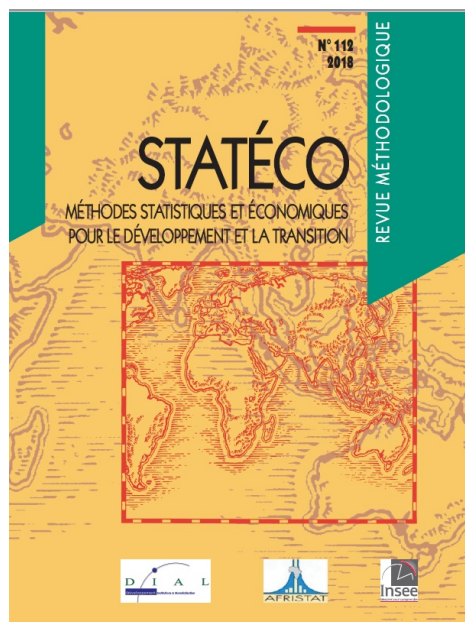
Enfin, les politiques de réduction des inégalités promues par l'Agenda 2030 sont analysées et leurs insuffisances débattues.

Cette revue est coéditée par l'Insee⁵, Afristat⁶ et Dial⁷.

5 - <https://www.insee.fr/fr/information/3563871>

6 - <http://www.afristat.org/stateco>

7 - <http://www.dial.ird.fr/publications/stateco>



Mentions légales

- Éditeur : Insee – direction générale, 88 avenue Verdier – CS 70058 – 92541 Montrouge cedex (<https://www.insee.fr/fr/information/2116900>)
- Directeur de publication : Jean-Luc TAVERNIER, directeur général de l'Insee
- Responsable éditorial : Jean-Pierre CLING, chef du département de la coordination statistique et internationale
- Rédacteur en chef : Serge DARRINÉ

Ont collaboré à ce numéro : Véronique ALEXANDRE, Jean-Samy AZIZ, Georges BOURDALLÉ, Sophie BOURREL, Serge DARRINÉ, Dominique FRANCOZ, Constance TORELLI

Si vous voulez recevoir cette lettre d'information chaque semestre, vous pouvez en faire la demande à : cooperation-international@insee.fr

La division Appui technique international de l'Insee, c'est :

- Dominique FRANCOZ, cheffe de division
- Georges BOURDALLÉ, Maghreb et bassin méditerranéen
- Serge DARRINÉ, Europe et Asie
- Constance TORELLI, Afrique subsaharienne et Caraïbes
- Jean-Samy AZIZ et Sophie BOURREL, experts en comptabilité nationale et outil Eretes